

Nicolas  
Baverez



## La nouvelle question sociale

 La crise économique ne remet pas seulement en cause la régulation du capitalisme mondialisé, mais aussi les équilibres des sociétés développées qui éprouvent les conséquences de la remontée durable du chômage. Les Etats-Uni illustrent la dégradation structurelle du marché du travail dans ces pays. Du côté de l'offre, les retraits massifs des travailleurs découragés (qui ont cessé de rechercher un emploi) portent l'inemploi réel à 18,5 %, tandis que le chômage de longue durée s'envole pour toucher 6,3 millions de personnes. Du côté de la demande, la crise a provoqué la suppression de 7,3 millions de postes.

En France, le chômage frappe, à la fin 2009, 10% de la population active et 24% chez les jeunes, soit un retour à la situation du milieu des années 1980 ou 1990.

La déstabilisation du marché du travail, loin d'être limitée au point d'impact du choc déflationniste, est appelée à durer. D'abord la reprise reste fragile, notamment en Europe où elle est en passe d'avorter (+0,7% pour l'activité de la zone euro en 2010 après -4,2% en 2009); de plus, la croissance plafonnera pour une décennie dans le monde développé autour de 1% en raison du désendettement. Le retour aux créations d'emplois sera lent compte tenu de l'intensité des gains de productivité et du mouvement de restructuration des entreprises. Enfin, le chômage de masse comporte des aspects cumulatifs, avec le déclassement de pans entiers de la population active qui se trouvent marginalisés et poussés hors du marché du travail par l'obsolescence de leurs qualifications et la durée de leur inemploi.

L'installation d'un chômage de masse et la raréfaction des emplois vont créer une nouvelle question sociale dans les pays riches. Le chômage deviendra endémique pour les travailleurs les plus vulnérables et les moins qualifiés, notamment les précaires, les jeunes et les seniors. La forte hausse du chômage de très longue durée alimentera la grande pauvreté et l'exclusion : ainsi la France comptera 1 million de travailleurs en fin de droits en 2010, dont 400 000 privés d'indemnisation. De nombreux ménages basculeront d'une relative aisance à l'assistance, alimentant une spirale de déclassement. En bref, le chômage permanent crée un risque élevé de tensions, d'inégalités et de violences sociales, donc d'extrémisme politique.

Face au choc social, les instruments classiques d'intervention de l'Etat sont d'une efficacité limitée.

▶▶▶ Lire la suite page 2

# La nouvelle question sociale

►►► Suite de la chronique de Nicolas Baverez

---

Le renforcement des aides peut encourager les trappes à pauvreté et l'exclusion. Les Etats-providence sont de plus en plus impuissants face à l'implosion des trajectoires individuelles qui enclenche la marginalisation accentuée par la complexité des procédures administratives. Enfin, le sauvetage des banques et l'enrayement de la déflation n'ont été acquis qu'au prix d'une augmentation de 31 % du PIB de la dette publique des pays développés, qui dépassera 110 % de leur produit national en 2014.

La nouvelle question sociale issue du chômage permanent appelle donc une réorientation des politiques publiques : priorité donnée à la croissance et à l'emploi, ce qui implique une normalisation progressive et coordonnée des politiques monétaires et budgétaires, notamment en Europe, plus que jamais menacée d'une déflation à la japonaise ; ciblage des aides sur les plus vulnérables et sur les jeunes, dont le taux de chômage dépasse 45 % en Espagne ; mobilisation et innovation sociales pour gérer la complexité, personnaliser les mesures et assurer leur accès aux plus démunis ; maîtrise des finances publiques à moyen terme en intégrant l'impact du vieillissement (3,4 points de PIB par an d'ici à 2050 pour les pays développés) ; prise en compte de la soutenabilité politique et sociale des stratégies de sortie de crise qui doivent s'inscrire dans des projets cohérents afin de conjurer le risque de violence ou de rupture du pacte social (matérialisé en Islande par l'exil de la jeunesse vers le Danemark et la Norvège).

La recherche d'une issue à la grande crise de la mondialisation implique non seulement un changement de la régulation du capitalisme et de *policy mix* (dosage entre politiques monétaire et budgétaire), mais aussi une redéfinition des normes et des politiques sociales dont la priorité doit aller à la lutte contre le chômage permanent et la constitution d'une nouvelle classe d'exclus. ■

---